

DE L'INDÉPENDANCE NATIONALE

L'une des valeurs premières affirmées par le Général de Gaulle est sans conteste celle de l'indépendance nationale, or celle-ci se trouve sérieusement menacée.

L'indépendance est aux nations ce qu'est la liberté à l'homme. Elle est nécessaire à la vie d'une communauté comme à celle de l'individu. Chaque nation a beaucoup lutté, souffert et donné pour se former, demeurer et se perpétuer. Cet ensemble de sacrifices, d'énergies et de capacités qu'elle représente se réveille, devant les menaces de disparition et notre époque, aussi secouée qu'elle soit par le développement précipité de toutes les communications, voit se dresser les petites comme les grandes nations face aux diverses entreprises d'assujettissement, qu'elles soient physiques, culturelles ou religieuses.

L'aspiration profonde à l'indépendance est-elle compatible avec ce qu'on appelle la mondialisation qui n'est autre qu'un développement incontrôlé du pouvoir de l'argent ? L'économie, c'est-à-dire le mécanisme du profit et de la volonté d'expansion, a pris le pas sur toute autre considération. Les hommes et leur destin, la paix ou la guerre, sont maintenant régentés par des considérations matérialistes même si elles sont dissimulées par des belles paroles sur la démocratie et le respect de l'individu. Cette sauvage économie de marché est sans doute, par réaction, à l'origine des dangereux fanatismes religieux. Notre pays qui dispose des ressources lui permettant de réagir ne doit pas devenir la place qu'on investit à coup de capitaux venus d'ailleurs, au risque de se trouver matériellement aux mains de puissances financières apatrides qui n'ont d'autre moteur que le gain : il ne faut pas accepter de se laisser acheter.

Quant à notre défense, la possession de l'arme nucléaire nous procure le moyen de l'assurer en cas de menace majeure et il ne saurait être question de la subordonner aux objectifs d'un OTAN devenu un gendarme international au service de la politique des États-Unis. Il n'y a aucune raison pour que notre autonomie dans ce domaine qui commande la survie soit contestée et remise en cause.

Pour ce qui est de l'Europe, il importe, avant d'en bâtir le fronton, d'en sceller les fondations et rien de solide ne peut se construire sans une harmonisation des régimes fiscaux, sociaux et de l'éducation, harmonisation qui n'est pas réalisée, ni même abordée, et dont l'absence rend artificielle l'instauration forcée et prématurée d'une monnaie unique. Par contre, des convergences économiques et industrielles sont réalisables, telles que le tunnel sous la Manche, Airbus et Ariane. Mais il est inacceptable qu'une quelconque autorité irresponsable et sans légitimité démocratique dicte ses volontés depuis la composition du chocolat jusqu'à l'opportunité ou non des fusions d'entreprises strictement nationales.

Dès lors que les équilibres et les positions respectives sont devenus économiques, l'Europe ne pèsera que par la courbe de sa croissance et le niveau de vie de ses populations ; ce sont ces critères qui détermineront son influence internationale et non une structure artificielle et bâtarde.

La France, possède une personnalité et des intérêts qui lui sont propres et qui se trouvent menacés à la fois tant sur le plan spirituel et moral que sur le plan de son équilibre social et économique. Elle dispose des moyens matériels et des capacités techniques pour préserver sa souveraineté, c'est une question de volonté. Il ne s'agit pas de l'enfermer dans un isolement incompatible avec la pratique du monde contemporain mais de préserver ce qui fait son originalité, ses valeurs, ses coutumes inhérentes à sa pérennité en tant qu'entité constituée.

Ceci est possible si l'on considère son indépendance comme la règle première de son comportement dans les rapports internationaux, ce qui n'exclut évidemment pas des ententes bi ou multipartites ; toutefois ne traitons qu'avec qui nous voulons et pour ce que nous souhaitons.

Donner ses chances à la raison plutôt qu'à l'emballlement aveugle, ne pas se laisser dissoudre dans un amalgame dicté par les plus bas dénominateurs communs, rester soi-même, c'est notre vocation et notre force, c'est aussi la volonté de notre peuple telle qu'exprimée lors du référendum sur une constitution européenne portant gravement atteinte à notre liberté de décision.

Nous, les Résistants qui avons cru en la France alors qu'elle glissait vers l'abîme, nous qui n'avons pas cédé, défendrons aujourd'hui la place et le rang de notre pays dans la compétitivité internationale sans le laisser se dissoudre pour des chimères qui cachent en réalité des volontés de domination.

Pierre Lefranc

Ancien chef de cabinet du Général de Gaulle